

## Échelles et lieux de l'action collective dans la Marche mondiale des femmes au Brésil

### Collective action scales and places in Brazil's World March of Women

Elsa Beaulieu

Numéro 58, automne 2007

Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017555ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017555ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaulieu, E. (2007). Échelles et lieux de l'action collective dans la Marche mondiale des femmes au Brésil. *Lien social et Politiques*, (58), 119–132.  
<https://doi.org/10.7202/017555ar>

Résumé de l'article

La Marche mondiale des femmes (MMF) articule les luttes contre la pauvreté des femmes et le néolibéralisme avec les luttes contre la violence envers les femmes, aux échelles locale, nationale et transnationale. Cet article fait appel aux concepts d'espace, d'échelle et de lieu, développés en géographie humaine, pour mieux cerner les caractéristiques d'une des innovations principales de la MMF, qui est l'extension des solidarités dans l'espace géographique. L'expérience de la MMF au Brésil y est examinée sous l'angle des pratiques qui contribuent à constituer et à relier entre elles les différentes échelles de l'action collective, des modalités par lesquelles ces échelles agissent les unes sur les autres, ainsi que des liens entre ces échelles et certains lieux.

# Échelles et lieux de l'action collective dans la Marche mondiale des femmes au Brésil

Elsa Beaulieu

La Marche mondiale des femmes (MMF) articule les luttes contre la pauvreté des femmes et le néolibéralisme avec les luttes contre la violence envers les femmes, aux échelles locale, nationale et transnationale. Entre 1998 et 2006, la MMF a accumulé un effectif d'environ 6 000 groupes répartis dans 165 pays et territoires, dont le degré de mobilisation à l'intérieur de la MMF varie dans le temps. Elle a orchestré deux moments forts de mobilisations féministes transnationales, les «actions mondiales» de 2000 et 2005<sup>1</sup>, en plus de participer activement à diverses coalitions, forums et protestations altermondialistes.

Beaucoup de travaux se sont intéressés, depuis une dizaine d'années, aux mobilisations et aux mouvements sociaux transnationaux (Alvarez, 2000; Bandy et Smith, 2005; Della Porta *et al.*, 2006; Devin, 2004; Ferree et Tripp,

2006; Keck et Sikkink, 1998; Khagram, Riker et Sikkink, 2002; Moghadam, 2005; Smith, Chatfield et Pagnucco, 1997; Smith et Jonston, 2002; Tarrow, 2005). L'approche la plus courante a été d'analyser le caractère des mouvements ou des mobilisations, ainsi que les rapports entre acteurs, à l'échelle transnationale elle-même. Quelques travaux récents ont commencé à examiner la question du passage d'une échelle d'action locale à une échelle nationale ou transnationale, conceptualisée principalement comme un processus de diffusion (Della Porta et Tarrow, 2005; Tarrow et McAdam, 2005). Plusieurs auteurs ont toutefois déploré l'absence d'une problématisation adéquate de la notion d'échelle, et ont proposé des analyses des mouvements sociaux transnationaux faisant appel aux concepts d'espace, d'échelle et de lieu, développés en géographie humaine (Conway,

2005; 2007; Dufour et Giraud, 2007a; 2007b; Masson, 2006a; 2006b; Miller, 2000). Cette mise à contribution de la géographie humaine semble d'autant plus pertinente qu'une des innovations principales d'un mouvement comme la MMF est justement l'extension des solidarités dans l'espace géographique.

Les concepts de géographie humaine utilisés dans le présent texte sont ceux d'échelle et de lieu. Ils prennent leur sens à l'intérieur d'une conceptualisation socio-constructiviste de l'espace (voir Lefebvre, 2000 [1974]), selon laquelle la distribution et la différenciation spatiale sont à la fois le produit des relations sociales et des déterminants des processus sociaux (Massey, cité dans Miller, 2000:10; voir aussi Massey, 2006). En ce sens, l'espace ne devrait pas être tenu pour acquis comme un simple «contenant», mais comme

une dimension à part entière des processus sociaux (Masson, 2006b). En outre, les «pratiques spatiales» ont des dimensions matérielles et représentationnelles (production de sens à propos de l'espace) liées à l'expérience, la perception et l'imagination (Harvey, 1989: 218-224). Les échelles, définies comme «l'extension spatiale d'un phénomène ou d'une étude», sont une des formes de la production sociale de l'espace (Martson, 2000). Elles sont le produit de rapports de pouvoir et peuvent être comprises comme une des formes d'organisation spatiale des pratiques sociales, et comme l'extension et l'organisation politico-spatiale des relations sociales entre acteurs et groupes d'acteurs.

Le concept de lieu (en anglais, *place*), enfin, est multidimensionnel. Il comprend trois éléments principaux: a) le contexte immédiat dans lequel les interactions sociales sont constituées (qu'il soit informel ou institutionnel); b) une aire géographique qui englobe le contexte immédiat des interactions sociales, telle que définie par des processus sociaux opérant à une échelle plus large (sorte de

sous-ensemble); c) des endroits fréquentés par les personnes dans le quotidien et qui procurent un sentiment de familiarité, d'appartenance, de proximité. Les lieux sont donc des aires géographiques de dimensions variables, élastiques, qui définissent des contextes dans lesquels des relations sociales s'établissent et auxquels les personnes peuvent s'identifier (Agnew, cité dans Miller, 2000: 16). Les concepts d'échelle et de lieux sont des concepts relationnels: les échelles se définissent les unes par rapport aux autres, et au moins une dimension des lieux (la deuxième) se définit en relation à des échelles.

Cette étude de cas de la MMF au Brésil montre que les différentes échelles géographiques de l'action collective d'un même mouvement (et de mouvements alliés) peuvent fonctionner les uns pour les autres comme des cibles et des structures d'opportunités. Cet article a deux objectifs: l'examen des relations entre échelles et lieux, et analyses des effets que les échelles de la mobilisation ont les unes sur les autres. Dans le cas de la MMF, il est important de comprendre les processus qui produisent les différentes échelles de la mobilisation dans un même lieu et dans des lieux différents. En effet, des groupes et réseaux d'acteurs, localisés dans des lieux précis, interviennent simultanément à plusieurs échelles. En d'autres mots, c'est à partir d'ancrages dans des lieux spécifiques, tant en termes d'identité politique que de localisation géographique des acteurs et réseaux d'acteurs, que les groupes membres de la MMF

construisent les échelles de la mobilisation.

Afin de mieux cerner ces questions, j'examine l'expérience de la MMF au Brésil sous l'angle des pratiques qui contribuent à constituer et à relier entre elles les différentes échelles de l'action collective, des modalités par lesquelles ces échelles agissent les unes sur les autres, ainsi que des liens entre ces échelles et certains lieux. Pour ce faire, je trace la trajectoire verticale des relations et des pratiques qui relient l'échelle globale de la MMF, son échelle nationale brésilienne, et ses échelles régionales et locales dans la région ouest de l'État du Rio Grande do Norte. J'emploie le terme de mouvement social pour parler de la MMF, parce qu'elle répond à trois critères (tels que définis par Della Porta *et al.*, 2006: 18): elle utilise des répertoires d'action non conventionnels (extrainstitutionnels), elle comprend des réseaux organisationnels et elle possède une identité globale<sup>2</sup>. J'emploie aussi le terme transnational pour la qualifier, dans le sens où elle est constituée d'interactions et de liens de solidarité entre des militantes, des groupes et des organisations ancrées dans des lieux dispersés sur tous les continents. Néanmoins, la MMF elle-même utilise très peu ce terme, lui préférant les termes international (par exemple, pour désigner ses instances et rencontres formelles) et mondial (pour mettre l'accent sur l'importance de sa mobilisation, comme dans les expressions «Marche mondiale» et «actions mondiales»). Notons ici que pour la MMF, le terme actions mondiales ne désigne pas seulement

les actions clairement désignées comme «internationales», mais aussi l'ensemble des actions réalisées aux autres échelles dans la même période de temps. On pourrait aussi interpréter le terme de Marche mondiale comme désignant simultanément toutes les composantes du mouvement, à toutes les échelles.

Du point de vue méthodologique, je puise mes connaissances de ce mouvement à trois sources principales. La première est ma propre participation à de nombreuses mobilisations, réunions et rencontres locales, nationales (Québec et Brésil) et internationales de la MMF depuis 1999. La deuxième est une série d'entrevues réalisées auprès de membres du Comité international et de travailleuses du Secrétariat international de la MMF en 2004<sup>3</sup>. La troisième est un terrain ethnographique réalisé en 2005 et 2006 dans des groupes et des événements de la MMF au Brésil, incluant une série d'entrevues réalisées en 2006<sup>4</sup>. Il me faut également spécifier que, bien que je participe à la MMF en tant que militante féministe, je ne m'en fais pas ici la porte-parole. Les interprétations et hypothèses de recherche ci-dessous me sont propres, bien qu'elles se construisent à partir d'un dialogue continu avec des militantes de la MMF, différents corpus de littérature en sciences sociales et les données empiriques déjà mentionnées.

### **Origine et caractéristiques générales de la MMF à l'échelle transnationale**

L'idée de la MMF est née au Québec en 1995, durant l'organi-

sation de la Marche *Du pain et des roses*, mobilisation contre la pauvreté des femmes coordonnée par la Fédération des femmes du Québec (FFQ). Celle-ci a été proposée par un petit groupe de militantes et adoptée comme projet par la FFQ. La MMF a donc émergé à partir d'un mouvement social national autonome et ancré localement, de manière parallèle et aux mêmes époques que les premières mobilisations antimondialisation néolibérales. En 1996 et 1997, des appels sont lancés à un ensemble de groupes et de réseaux féministes, à travers tous les réseaux interorganisationnels et interpersonnels disponibles. En 1998, une première rencontre internationale a été organisée et tenue à Montréal. Y ont participé 145 femmes de 65 pays et territoires de toutes les grandes régions du monde. À partir de 2001, la MMF est entrée dans une phase de consolidation (Dufour et Giraud, 2005) durant laquelle elle s'est dotée d'une structure démocratique plus formelle. En effet, contrairement au FSM, qui n'est ni un espace délibératif ni un espace décisionnel, la MMF est une véritable «coalition permanente» à l'échelle mondiale. Elle construit des processus d'organisation et de délibération qui donnent lieu à des actions, des déclarations et une identité politique communes<sup>5</sup>. Ces processus engendrent des moments forts de mobilisation autoconvoquée: des actions mondiales ont ainsi eu lieu en 2000 et en 2005<sup>6</sup>, et une troisième série d'actions mondiales est prévue pour 2010. En dehors de ses processus délibératifs propres et de ses actions autonomes, la MMF participe à la

construction du mouvement altermondialiste, entre autres par sa contribution à l'organisation des FSM et de divers Forums sociaux régionaux ou locaux, à la fondation du Réseau mondial des mouvements sociaux, par sa participation aux manifestations lors des sommets du G8 ou de l'OMC et à l'organisation du Forum Nyéléni sur la souveraineté alimentaire au Mali, en février 2007.

La MMF se veut principalement composée de groupes travaillant directement avec des femmes marginalisées dans une perspective de conscientisation et de mobilisation vers l'action<sup>7</sup>. Elle est le seul mouvement transnational de femmes de cette ampleur fonctionnant à partir d'un effectif de groupes de base, regroupés en coordinations nationales (entrevue A, travailleuse, Secrétariat international, 2004)<sup>8</sup>. Les coordinations nationales ont pour objectif d'articuler les luttes nationales (par exemple, par l'élaboration de plates-formes nationales d'action), et de désigner des déléguées aux rencontres internationales, qui sont les principaux espaces de délibération transnationale. Entre les rencontres, un Comité international composé de représentantes de chaque grande région du monde se charge d'élaborer des propositions et de prendre certaines décisions. Au quotidien, la coordination et la circulation de l'information sont assumées par le Secrétariat international. Il s'agit donc d'une organisation politico-spatiale souple, mais relativement structurée, ce qui permet des relations de représentation aux fins des processus de délibération à l'échelle transnationale.

Cette forme d'organisation peut aussi être interprétée sous l'angle de la relation établie entre l'échelle transnationale et les autres échelles du point de vue de l'ancrage symbolique, politique et organisationnel, dans un ensemble de lieux. Ces lieux sont également de dimensions variables, car il s'agit à la fois des groupes de base, des coordinations nationales et de formes de représentation par grande région du monde. La participation active de groupes et de coordinations nationales dans chaque grande région du monde est importante pour la MMF, parce que c'est notamment sur cette base, symbolique et géographique, qu'elle s'appuie pour se présenter comme un mouvement d'envergure « mondiale ». En outre, selon plusieurs membres du Comité international, l'organisation à l'échelle continentale alimente de manière significative « la vision internationale de la Marche », « la conscience qu'ont les femmes de l'importance de s'organiser et de s'impliquer au niveau international » (entrevues C et D, membres du Comité international, 2004). En ce sens, les échelles d'organisation tentent de coïncider avec les lieux et les

régions auxquelles les femmes sont susceptibles de s'identifier. Ainsi, les rencontres internationales se sont tenues chaque fois dans une région du monde différente, afin d'en répartir le mieux possible les retombées positives : expérience dans l'organisation d'un événement international, contact direct d'un plus grand nombre de militantes avec la dimension transnationale de la MMF et avec des militantes d'autres pays et régions du monde, influence sur le processus de la rencontre en tant que pays hôte, etc.

L'échelle transnationale de la MMF se caractérise aussi par une flexibilité importante, qui se traduit par une autonomie plus grande accordée aux groupes participants et aux coordinations nationales : « Les groupes participants actifs doivent adhérer aux buts et valeurs, aux objectifs et au plan d'action global de la Marche, mais sont autonomes en ce qui a trait à l'organisation des actions dans leurs pays » (Marche mondiale des femmes, 2006). C'est entre autres cette autonomie des groupes participants et des coordinations nationales qui a favorisé l'inclusion et l'articulation d'une grande diversité au sein de la MMF (entrevue B, travailleuse, Secrétariat international, 2004). Plusieurs éléments signalent que l'échelle transnationale de la MMF possède une consistance politique et une identité propre, qui suscitent l'adhésion et un investissement matériel, politique, symbolique et émotionnel suffisant pour que les militantes réussissent à surmonter les obstacles et difficultés. Tout d'abord, le succès sans pré-

céder des actions mondiales de 2000, qui ont largement dépassé, en matière de mobilisation, même les rêves les plus fous des organisatrices (entrevue B, travailleuse, Secrétariat international, 2004). Ensuite, la décision par les groupes mobilisés de faire de la MMF un mouvement permanent, alors que le projet original ne le prévoyait pas. Finalement, le succès croissant de la MMF dans les FSM et autres manifestations altermondialistes. Parallèlement, la MMF a consolidé son identité interne lors de ses rencontres internationales, lors de l'écriture collective de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité et des actions mondiales de 2005<sup>9</sup>. Cependant, un des éléments les plus parlants qui concerne cette consistance propre de l'échelle transnationale est perceptible dans les efforts déployés par les militantes pour surmonter les contradictions et divergences sur des enjeux de contenu politique<sup>10</sup> : « Je pense qu'à chaque rencontre internationale, il y a eu des moments où on pensait qu'il y aurait rupture, qu'il n'y aurait plus de Marche, mais la volonté de rester ensemble et de continuer à agir ensemble a toujours primé » (entrevue B, travailleuse, Secrétariat international, 2004). À ce titre, plusieurs militantes estiment que les efforts déployés pour trouver des stratégies de délibération et de recherche de consensus qui soient inclusives ont porté des fruits intéressants (De Mond, 2003 ; entrevue B, travailleuse, Secrétariat international, 2004 ; entrevue C, membre du Comité international, 2004). Ainsi, une des caractéristiques de

ce qui constitue et semble rendre possible l'échelle transnationale de la MMF est la recherche d'équilibre entre l'autonomie des groupes et des coordinations nationales, et une identification forte aux discours, aux relations, aux événements (rencontres et actions) et aux images qui construisent et symbolisent l'unité de la MMF à l'échelle transnationale.

Par ailleurs, les pays et les régions s'inscrivent dans la dynamique transnationale de manière variable dans l'espace et dans le temps. Les facteurs les plus déterminants de cette inscription semblent se trouver aux échelles régionales et nationales (pour des études de cas du Québec et de l'Europe, voir Dufour et Giraud, 2005; 2007a; 2007b). À ce titre, le changement de localisation du Secrétariat international constitue un cas intéressant, qui sera exploré plus en détail dans la section suivante. Contentons-nous pour l'instant de remarquer que le Secrétariat international, jusque-là situé à Montréal, a été transféré au Brésil en 2006. La localisation du Secrétariat international au Québec a permis aux Québécoises d'exercer un leadership et une influence certaine sur ce que la MMF est devenue (Dufour et Giraud, 2007a). Lors de la quatrième rencontre internationale tenue à New Delhi en 2003, il fut décidé d'adopter le principe d'un Secrétariat international rotatif, dans l'esprit de veiller au meilleur partage possible du leadership entre les régions du monde, particulièrement entre le Nord et le Sud (entrevue C, membre du Comité international, 2004; MMF, 2003).

## La MMF au Brésil

### *Le succès de la mobilisation initiale à l'échelle nationale*

Les premières Brésiliennes à avoir eu vent de l'appel à la mobilisation mondiale lancé après la marche *Du pain et des roses* sont des syndicalistes de la Central única dos trabalhadores (CUT). Et lorsqu'en 1998 l'invitation est lancée pour la première rencontre internationale, l'une d'entre elles presse les féministes de l'organisation féministe *Sempreviva Organização Feminista* (SOF) d'adhérer au projet. Après quelques consultations auprès de divers mouvements sociaux nationaux, deux Brésiliennes se rendent à la rencontre de 1998 à Montréal. L'une est militante de la CUT et l'autre de la SOF. À la suite de cette rencontre, le processus d'organisation de la MMF au Brésil est lancé. Les militantes de la CUT appuient le projet, mais ne se proposent pas pour assumer la coordination des opérations. Les féministes de la SOF prennent donc l'initiative d'organiser une première réunion nationale en octobre 1999, à laquelle participent des représentantes d'un ensemble de mouvements sociaux nationaux, de comités de femmes de syndicats et de partis politiques de gauche. Du 8 mars au 17 octobre 2000, des actions régionales et locales sont organisées dans toutes les régions du pays. La grande action nationale a été la *Marcha das Margaridas*<sup>11</sup>, organisée par les femmes de la Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (CONTAG) avec l'appui de la SOF et d'autres organisations. Vingt mille femmes rurales se sont

rassemblées à Brasilia, la capitale nationale, en plus d'organiser des manifestations locales dans tous les États du pays. Dans l'ensemble, les mobilisations de 2000 connaissent un immense succès et un comité de coordination de la Marche est mis en place dans tous les États du Brésil sauf un. Les publications destinées à nourrir les campagnes d'éducation populaire et les bulletins de liaison circulent en grande quantité. Pour la première fois depuis des années, les actions du 8 mars ont eu des répercussions dans les médias de masse brésiliens (entrevue E, travailleuse, SOF, 2006): «Cette affaire a beaucoup attiré l'attention des personnes. Alors, il y a eu beaucoup d'actions de rue. Je pense qu'il y avait un désir des femmes d'être dans la rue, de se mobiliser. [La pétition de soutien aux revendications mondiales] a beaucoup fonctionné» (entrevue F, travailleuse, SOF, 2006<sup>12</sup>).

Celles qui ont pris le leadership de la MMF au Brésil sont des féministes de gauche qui, comparativement aux féministes d'autres tendances, avaient jusque-là peu de visibilité nationale. Elles cherchaient, à la fin des années 1990, une manière de créer un nouveau champ politique féministe axé sur la mobilisation populaire et la contestation des politiques néolibérales du gouvernement de l'époque: «Nous voulions construire un camp féministe [de gauche] ici au Brésil et nous savions que pour faire cela il nous fallait réussir à créer des relations internationales. Nous avons fait plusieurs tentatives [et c'est avec la MMF] que ça collait le mieux» (entrevue F, travailleuse, SOF, 2006). La MMF a donc été perçue

comme une opportunité d'alliance transnationale qui allait faciliter l'émergence d'un nouveau champ de mobilisations à l'échelle nationale. Ainsi, la proposition politique de la MMF, telle que réinterprétée et « mise au travail » par les Brésiliennes, a permis l'affirmation de nouvelles actrices, a donné à un féminisme populaire et de gauche une voix et une visibilité nationale qu'il n'avait pas auparavant (entrevue E, travailleuse, SOF, 2006). Cette visibilité à l'échelle nationale aurait aussi renforcé les luttes locales au niveau des villes et des États :

Les femmes mettaient le symbole de la Marche et faisaient les actions qu'elles voulaient, [mettaient de l'avant] les demandes qu'elles avaient au niveau local. C'est comme si la Marche était une identification générale pour les mouvements de femmes qui étaient dans la rue [...]. C'est une façon de créer l'identification avec une façon politique d'organiser le mouvement, de se mettre dans la vie même de la société. (Entrevue D, membre du Comité international, provenant de la coordination nationale brésilienne, 2004).

Mais ce succès a également créé des tensions politiques au sein du

mouvement féministe brésilien. En effet, les orientations de la MMF se différencient considérablement des stratégies qu'avaient privilégiées la plupart des féministes brésiliennes et latino-américaines les plus influentes durant la décennie 1990, c'est-à-dire le lobby politique, la participation aux processus et aux rencontres onusiennes, la professionnalisation, la « ONGisation » (Alvarez, 1998; 1999; 2000). De plus, contrairement à la MMF, ces dernières ne mettaient pas l'accent sur la critique du néolibéralisme. En 2000, la participation aux actions a été très large et a rallié toutes les tendances : « Comme c'était une campagne » donc une mobilisation ponctuelle, « tout le monde est venu » (entrevue F, travailleuse, SOF, 2006). Par contre lorsqu'il s'est agi après 2000 de constituer la MMF en mouvement permanent, certains des réseaux féministes déjà bien établis sur la scène nationale, tels que la *Articulação das mulheres brasileiras*, se sont retirés (entrevue E, travailleuse, SOF, 2006).

#### *Évolution des relations entre les échelles nationale et transnationale*

Avant 2001, les Brésiliennes étaient peu présentes dans les processus transnationaux de la MMF, associant ce type d'activité aux féministes privilégiant la professionnalisation et le lobby politique et voyant peu d'intérêt à s'y investir. En 2000, l'énergie et les ressources des militantes étaient toutes consacrées aux actions nationales, tant et si bien qu'elles ont failli décider de n'envoyer personne aux actions mondiales à Washington et à New York, ne

voyant pas cette participation comme prioritaire. Finalement, quelques-unes sont allées, et la responsable politique de la délégation avait le mandat de faire pression pour que la MMF continue après les actions mondiales de 2000 (entrevue F, travailleuse, SOF, 2006), car la mobilisation transnationale était tout de même perçue comme un facteur important de succès à l'échelle nationale.

Ainsi, les « dilemmes géographiques » dont parle Routledge (2003) sont monnaie courante à la MMF : quelle échelle de mobilisation prioriser en fonction de la conjoncture et des ressources disponibles ? Même dans un contexte comme celui du Brésil où le caractère « mondial » de la MMF est perçu comme un atout déterminant par les organisatrices nationales, éveiller et soutenir un intérêt pour cette échelle de mobilisation parmi les militantes ne va pas toujours de soi. Au Québec, au Brésil, comme dans la plupart des pays, la priorité est donnée aux luttes nationales et locales. « L'international » se retrouve la plupart du temps au bas de la liste des points à traiter lors des réunions des coordinations nationales, celui qu'on aborde à la toute fin de la journée alors qu'il ne reste presque plus de temps (entrevue B, travailleuse, Secrétariat international, 2004; entrevue F, travailleuse, SOF, 2006). La priorité accordée aux échelles locale et nationale n'est pas vue comme quelque chose de négatif en soi : « En même temps, c'est correct de passer plus de temps sur le national et le local, puisqu'on veut être un mouvement enraciné à la base. Donc, ça veut dire qu'on a de bons groupes, pré-

occupés par la conjoncture et les luttes actuelles» (entrevue B, travailleuse, Secrétariat international, 2004). Mais cette priorisation fragilise l'échelle transnationale, et les militantes qui acceptent des responsabilités internationales n'ont pas nécessairement la tâche facile pour construire et mettre en évidence les liens entre les échelles nationale et transnationale. C'est une chose que de faire circuler des bulletins d'information ou des courriels, et autre chose de communiquer le sens de l'expérience, la lecture des enjeux, susciter l'intérêt et l'engagement pour des processus qui semblent distants. Mais quel est au juste cet «international» pour lequel l'intérêt est difficile à susciter ?

Chaque fois qu'on évalue la Marche, nos gens donnent beaucoup d'importance à la participation à un mouvement international, sentir que notre action a des répercussions là-bas dans d'autres pays, dans le monde. [...] Mais c'est difficile de maintenir l'intérêt et la connexion, surtout sur les processus organisationnels. Le problème, ce n'est pas les thèmes. Par exemple, tous ces débats autour du libre-échange intéressent énormément les gens. Mais entrer dans la discussion du réseau x et du réseau y, les processus internes d'organisation internationale, alors là c'est déjà beaucoup plus difficile. (Entrevue F, travailleuse, SOF, 2006).

On pourrait donc interpréter que ce qui suscite moins d'intérêt, ce sont les processus organisationnels mettant en scène des acteurs qui ne sont pas connus des militantes. Dans ce contexte, qu'est-ce qui explique qu'initialement les Brésiliennes voyaient peu d'intérêt à s'investir dans les processus

transnationaux de la MMF et qu'en 2006 elles acceptent d'assumer la charge du Secrétariat international ? Deux séries de facteurs semblent entrer en ligne de compte. La première est liée aux positionnements de la MMF, et de la MMF brésilienne, dans la mouvance altermondialiste, principalement lors d'événements qui ont eu lieu au Brésil. La deuxième a trait aux processus internes, aux capacités organisationnelles disponibles et à l'importance perçue de continuer d'investir l'échelle transnationale de mobilisation et de construction politique.

Même si, de 1998 à 2006, les principales tâches internationales de la MMF brésilienne ont continué à être assumées par un nombre restreint de personnes, un plus grand nombre de militantes a développé un intérêt, une expérience et une vision plus concrète du travail international (entrevue F, travailleuse, SOF, 2006). Deux facteurs expliquent cet accroissement de l'intérêt pour l'échelle transnationale parmi les militantes. Le premier facteur est la tenue de quatre FSM au Brésil. Le deuxième facteur est les alliances avec des mouvements et réseaux brésiliens et latino-américains qui œuvrent aux échelles locale, nationale et transnationale. Il s'agit notamment de la campagne contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), et de Via Campesina<sup>13</sup>. Ces alliances ont une double nature : des actions et positionnements politiques communs, et la double appartenance des militantes. Ainsi, la tenue des FSM au Brésil, ainsi que le fait que des membres de la MMF mili-

tent aussi dans d'autres mouvements transnationaux, augmente le nombre d'entre elles qui ont pu rencontrer des militantes de la MMF d'autres pays, ou ont eu l'occasion de vivre des expériences concrètes et significatives en lien avec l'échelle transnationale de mobilisation, accentuant leur intérêt et leur compréhension des enjeux.

Ces alliances qui s'entrecroisent aux différentes échelles, surtout avec des mouvements aussi importants que le MST et Via Campesina, ne sont avantageuses que si la MMF réussit à maintenir une autonomie et une identité forte (entrevue F, travailleuse, SOF, 2006). En effet, il est très difficile de faire intégrer des analyses et des pratiques féministes dans la société en général. Les coalitions et les mouvements sociaux altermondialistes ne font pas exception (entrevue A, travailleuse, Secrétariat international, 2004). Or, la présence d'un mouvement féministe autonome est un levier essentiel pour produire des changements de cet ordre, et pour que les femmes des mouvements mixtes, tels que Via Campesina et le MST, réussissent à faire avancer le féminisme à l'intérieur de leurs mouvements (entrevue D, membre du Comité international, provenant de la coordination nationale brésilienne, 2004). Il s'agit d'une logique d'action centrale qui trouve des expressions à toutes les échelles. Dans ce contexte, les actions mondiales autoconvoquées autour de la Charte des femmes pour l'humanité en 2005<sup>14</sup>, qui sont l'aboutissement d'un processus de consolidation interne de l'identité politique de la MMF (Dufour et Giraud, 2007b) ont été très impor-



tantes et prennent tout leur sens. Ceci nous ramène au rôle croissant des Brésiliennes dans les processus transnationaux de la MMF et au renforcement simultané de leur mouvement national<sup>15</sup>.

Ces deux éléments ont fait du Brésil le candidat le plus fort pour l'accueil du nouveau Secrétariat international. En 2006, cette évaluation s'est confirmée et le Brésil a été choisi lors de la sixième rencontre internationale. En réalité, ce n'est pas sans appréhensions que les Brésiliennes ont accepté cette lourde responsabilité et certaines d'entre elles auraient préféré qu'elle incombe à d'autres (entrevue F, travailleuse, SOF, 2006). Mais le transfert du Secrétariat international du Québec vers un pays du Sud avait été décidé en 2003, et la coordination nationale brésilienne était vue comme la seule véritablement à même, en 2006, de relever ce défi. Si les Brésiliennes l'ont accepté, c'est premièrement parce qu'elles évaluent que l'échelle de mobilisation transnationale est d'une importance vitale pour le succès des luttes féministes et anticapitalistes dans la conjoncture actuelle, et deuxièmement

parce que leurs expériences des années précédentes, décrites ci-dessus, leur en avaient donné une capacité politique et organisationnelle plus grande que n'importe quelle autre coordination nationale, à ce moment de l'histoire de la MMF.

Mais cela ne sera pas sans poser de nouveaux dilemmes géographiques. Un de ces dilemmes consiste à réorganiser le travail lorsque des militantes doivent assumer de nouvelles tâches liées à une autre échelle de mobilisation :

On observe un déplacement en chaîne des responsabilités: celles qui étaient dans la Coordination nationale prennent en charge l'international, et de ce fait, la [coordination nationale] doit s'appuyer davantage sur la responsabilité des représentantes des comités des états, qui doivent elles-mêmes engager davantage de femmes [...] [dans les] municipalités. (Marche mondiale des femmes, 2007)

Par ailleurs, l'expérience du Québec montre que la prise en charge simultanée d'une coordination nationale et du Secrétariat international par une coalition de groupes et mouvements, partageant un même bassin de militantes, peut aussi créer ou exacerber des tensions politiques (entrevue B, travailleuse, Secrétariat international, 2004). Un séminaire conjoint Secrétariat international-coordination nationale brésilienne a été tenu en juin 2007 pour discuter de ces défis, en compagnie de certaines des anciennes travailleuses québécoises du Secrétariat international. Il y a été proposé que :

Un des défis importants est de faire en sorte que le sentiment d'appar-

tenir à un mouvement mondial soit accessible à toutes les participantes, travailleuses ou militantes, qu'elles soient membres d'un groupe local ou national. Quand les deux paliers, national et mondial, cohabitent dans un même pays, il est nécessaire de chercher des moyens pour que toutes puissent se sentir participantes, aussi bien du point de vue national (qui représente les racines et la base d'appui du mouvement) que mondial (qui incarne une nouvelle échelle de découverte et une partie importante de ce qui donne du sens au milieu national). (Marche mondiale des femmes, 2007)

Du point de vue de l'organisation locale maintenant, comment se construit la relation avec la MMF comme mouvement transnational, et qu'est-ce que l'appartenance à la MMF change dans la vie des militantes brésiliennes des milieux populaires?

### **La MMF dans la région ouest du Rio Grande do Norte**

J'aborderai cette question à l'aide de l'étude du cas de l'intervention du Centro feminista 8 de março (CF8) une organisation située dans la petite ville de Mossoró, elle-même située dans la région ouest d'un État du nord-est du Brésil, le Rio Grande do Norte (RN). Grâce au travail de conscientisation, d'organisation et de mobilisation du Centre féministe 8 mars (CF8), la MMF est bien implantée et très active dans le RN. Cette région est en fait parmi les plus dynamiques de la MMF au Brésil et le CF8 est une des seules organisations qui soient entrées tôt dans un processus de modification de son rayon géographique d'action pour appuyer l'organisation nationale à mesure

que celle-ci s'engageait dans des processus transnationaux. Ce cas n'est donc pas représentatif de l'organisation locale de la MMF dans l'ensemble du pays, où le type d'organisation et le degré de mobilisation varient considérablement dans le temps et dans l'espace. Il s'agit plutôt d'un exemple assez réussi de mobilisation et de conscientisation locale et régionale en lien avec les échelles nationale et transnationale, qui permet de voir comment ces liens peuvent se construire et quels peuvent en être les impacts.

Fondé en 1993, le CF8 privilégie la création et l'accompagnement de groupes de femmes des milieux populaires urbains et ruraux, qui vivent la plupart du temps dans une situation de grande pauvreté et d'isolement, et où la violence conjugale est monnaie courante et, jusqu'à un certain point, normalisée. Dans les premières années, son rayon d'action se limitait à la municipalité de Mossoró. La rencontre des militantes du CF8 avec la MMF et leur engagement au sein de ce mouvement a profondément modifié cette organisation, sa vision politique du monde et sa philosophie d'action. Le rayonnement du CF8 s'est graduellement étendu à d'autres municipalités de la région ouest du RN, et, bien que son intervention reste ancrée et concentrée dans cette région, le CF8 coordonne la MMF dans tout le Nord-Est du pays, et assume de plus en plus de tâches d'organisation nationale. Au moment où l'appel de la MMF est lancé en 1999,

au [CF8] on dialoguait avec cette idée de la Marche et on allait incor-

porant ces questions dans notre politique. On avait à l'époque une mission au Centre, qui était de construire le féminisme à Mossoró, et pour nous, on pensait que c'était suffisant. Et quand on a rencontré la Marche, on a commencé à comprendre que non, ce n'était pas suffisant de construire le féminisme seulement à Mossoró. [...] Que cela ne signifiait pratiquement rien, à moins de s'articuler à d'autres questions plus larges, et au féminisme national et international. On avait les conditions nécessaires pour construire la Marche, et on s'est aussi mises à construire toute une logique d'orientation politique. (entrevue G, travailleuse, CF8, 2006)

Cette nouvelle logique comprenait une manière différente de voir l'intervention auprès des groupes de femmes. Les militantes et intervenantes du CF8, en élargissant leur vision du monde et de leur situation dans le monde, ont commencé à considérer de manière plus large non seulement leur propre rôle, mais aussi le rôle des groupes de femmes dans leurs localités et dans la société, et à communiquer cette vision aux femmes des groupes qu'elles accompagnent, démarche qui semble avoir donné ses meilleurs résultats auprès des groupes de femmes rurales.

La Marche nous a montré un chemin, donné le nord. En regardant en arrière, on voit qu'avant on tournait un peu en rond. [...] On voulait organiser les femmes, qu'elles gagnent de l'autonomie, qu'elles aient plus de liberté, mais on ne savait pas par où aller pour construire cette réalité. [...] Nous parlions seulement de thèmes, entre guillemets, «de femmes». C'était la violence envers les femmes, la santé, la liberté, les droits. On ne s'apercevait pas que

les autres choses aussi avaient à voir avec la vie des femmes. Qu'il était important de voir le monde en se disant [...] la production [agricole] a à voir avec la vie des femmes, l'association de village a à voir, le crédit, les herbicides et pesticides, les transgéniques, tout ça. Nous n'avions même pas une intervention dans les associations de village. [...] Comme si le seul fait d'avoir un groupe organisé allait être suffisant pour que les femmes se sentent fortes, qu'elles aient du pouvoir sur leur vie, qu'elles investissent l'association. Aujourd'hui, nous nous concertons avec les gens de l'assistance technique, avec les autres villageois.<sup>16</sup> Nous avons vu qu'il était nécessaire de faire plus. Et de faire en sorte que les femmes en viennent à voir le monde comme un tout. (Entrevue G, travailleuse, CF8, 2006)

Par exemple, les analyses de l'économie et les luttes contre le néolibéralisme portées par la MMF ont beaucoup contribué à développer une vision précise de la situation économique et sociale des femmes des villages, et à construire des alternatives économiques locales et régionales en tenant compte des facteurs de violence et d'isolement qui les affecte tout particulièrement. D'une manière générale, l'intervention régionale du CF8 met les groupes de femmes et un ensemble d'actrices en lien les unes avec les autres, sous la bannière de la MMF ou encore sous la bannière d'une articulation plus large de mouvements sociaux dans laquelle la MMF est une force importante (Forum social du RN, Cri des exclus, Réseaux d'économie solidaire, mouvements pour une agriculture écologique, etc.). Cela contribue à créer un environnement régional dans lequel cha-

cun des groupes de femmes a plus de facilité à s'organiser, à se maintenir, à se faire entendre et éventuellement à faire des gains.

Par ailleurs, cette dynamique régionale est parfois instrumentale dans l'activation ou la concrétisation des gains obtenus par les luttes menées à l'échelle nationale. Par exemple, bon nombre des subventions et des crédits disponibles pour les femmes et les groupes de femmes rurales relèvent du gouvernement fédéral et sont le fruit de luttes nationales, dont la *Marcha das Margaridas* de 2000 et 2003. Mais sans l'organisation et la mobilisation locale et régionale des organisations et groupes de femmes, ces politiques fédérales n'auraient eu que peu d'effet dans la région. Lorsque le programme *Pronaf Mulher*, ligne de crédit pour femmes rurales, a été créé par le gouvernement fédéral, les banquiers de la région prétendaient n'être pas au courant, ou encore refusaient de croire à son existence. En outre, les femmes rurales visées n'avaient pas les papiers d'identité nécessaires pour contracter des emprunts. Il a fallu qu'une coalition de femmes de différents

groupes et organismes étudie le programme, négocie avec les banques, et organise de vastes «campagnes de documentation» pour que les femmes acquièrent des papiers d'identité.

Les femmes rurales et urbaines des quartiers populaires qui militent dans la MMF s'y identifient fortement et sont actrices de plusieurs types d'intervention pour elles-mêmes et pour leur localité. En effet, les groupes de femmes jouent plusieurs rôles. Lieux alternatifs de socialisation et de formation politique, ils permettent à des femmes qui seraient autrement isolées de se réunir, et de développer collectivement des réflexions sur les causes politiques et sociales de leurs problèmes individuels. Plusieurs d'entre elles racontent en entrevue qu'elles étaient au départ d'une grande timidité et que le groupe leur a permis de développer leur capacité de s'exprimer, de s'affirmer et d'entrer en relation. Grâce à leur appartenance à la Marche mondiale des femmes, ces groupes mettent leurs membres en relation avec un monde social et géographique plus vaste et créent un contexte où elles ne sont pas marginalisées et où elles peuvent passer à l'action. En effet, même si les intervenantes du CF8, situé en ville, exercent un leadership important, le fait que toutes se considèrent mutuellement comme des militantes de la MMF, de même que la valorisation de l'autonomie des personnes et des groupes, contribue à atténuer l'impact des hiérarchies traditionnelles entre femmes rurales et urbaines, scolarisées et moins scolarisées.

À partir de ce point d'ancrage, d'apprentissage et de légitimation,

les militantes des groupes peuvent participer et se faire entendre dans d'autres lieux d'implication où les hommes sont présents, comme l'association de leur village ou leur syndicat local. Les femmes rurales s'identifient à la fois à la MMF et à divers mouvements paysans : syndicats, Commission pastorale de la terre, Mouvement des sans terre, etc. Cette faculté de l'«identité MMF» de s'associer à d'autres identités semble constituer un avantage déterminant, et ce, à toutes les échelles, car elle permet de faire pénétrer le féminisme et de construire des alliances entre les femmes d'un vaste ensemble de mouvements progressistes. Les luttes contre la violence envers les femmes sont un exemple de thème très difficile que les militantes réussissent à aborder dans leurs milieux grâce à l'appui concret d'autres femmes et groupes de la région.

Par ailleurs, elles se mobilisent et se déplacent chaque fois qu'elles le peuvent pour participer à des rencontres et à des actions dans les villages et les villes de leurs régions ou même à l'extérieur de leur État, parcourant parfois des milliers de kilomètres pour participer à des événements organisés par la MMF. Plusieurs d'entre elles ont participé au lancement du Relais mondial de la Charte des femmes pour l'humanité à São Paulo, le 8 mars 2005, ou au premier grand rassemblement national à Belo Horizonte, en mai 2006. Cette mobilisation est assez remarquable dans un contexte très machiste où la plupart des femmes doivent négocier avec les hommes de leur entourage leurs sorties de la maison, et où la majorité n'a souvent pas les moyens financiers

de sortir de leur village pour se rendre même à la ville la plus proche. Les femmes qui participent à la MMF, et surtout celles qui font partie d'un groupe, ont donc acquis plus d'autonomie et de liberté de mouvement que la plupart de leurs consœurs. Ce changement me semble important, car il rompt avec un des modes de subordination des femmes, très présent dans la région, que Massey (1994: 179) appelle «la limitation de la mobilité des femmes, à la fois en termes d'identité et d'espace [géographique]».

### **Conclusions provisoires et pistes de réflexions**

Cette mobilité géographique accrue, obtenue grâce à l'organisation locale et régionale, est une expérience concrète qui s'ajoute à un ensemble de pratiques et de symboles qui produisent du sens à propos de l'espace géographique. Certains de ces éléments sont des réinterprétations locales et régionales des luttes de la MMF qui sont conçues et coordonnées à d'autres échelles. Durant la campagne contre la ZLÉA, les groupes de femmes regardaient des cartes géographiques, visualisaient leur localisation dans le monde et se construisaient une compréhension de l'impact sur leur vie de processus politiques et économiques distants. Le 17 octobre 2006, j'ai été témoin de leurs réactions lorsqu'elles ont reçu dans leur région la courtepointe faite de 63 carrés confectionnés par des femmes d'autant de pays lors du relais mondial de 2005. Elles la regardaient, la touchaient et en discutaient avec émotion et fierté. À ce moment plusieurs d'entre elles ont pris la

parole pour dire que cette courtepointe était pour elles un symbole concret de ce qu'elles partagent avec les autres femmes du monde qui sont en lutte, de leurs souffrances et de leurs victoires, et une preuve qu'elles ne sont pas seules. Ainsi, la construction de solidarités entre les femmes à différentes échelles géographiques est en soi une stratégie de lutte contre le patriarcat et une remise en question de l'organisation spatiale des rapports de genre.

L'examen de certaines des interrelations entre les échelles transnationale, nationale, sous-nationale et locale dans la MMF au Brésil suggère au moins cinq conclusions et pistes de réflexion. Premièrement, la spatialisation des pratiques de la MMF en termes d'échelles semble s'ancrer dans des processus souvent étroitement liés à des lieux particuliers. Cet ancrage est variable dans le temps. Il peut être ponctuel (rencontres ou événements), transitoire (Secrétariat international rotatif) ou plus permanent (organisations dont l'intervention se fait sur un territoire particulier, groupes de femmes d'un quartier populaire ou d'un village). Par ailleurs, cet ancrage semble pouvoir persister, même lorsqu'un groupe ou une organisation étend son rayon d'action, d'influence et de relations dans l'espace, comme cela semble être le cas du CF8. Il ne s'agit pas tant alors, du point de vue de cet ancrage, d'un *changement* d'échelle que de l'*addition*, en termes de symboles, de processus politiques et de pratiques organisationnelles, d'une échelle d'intervention, de mobilisation et d'action. Une des pistes de réflexion qui semblerait intéres-

sante à poursuivre à partir de ce constat est l'effet de la multiplication des échelles d'interventions dans un même lieu d'ancrage ou dans ce qu'on pourrait appeler des réseaux politiques de proximité. La multiplication des échelles dans les pratiques d'un même bassin d'acteurs pourrait-elle être conceptualisée comme une intensification des dimensions spatiales des pratiques et des relations dans certains lieux, ou encore comme une intensification de l'extension des réseaux sociaux et politiques pour des ensembles d'acteurs identifiés à des lieux spécifiques? De cette manière, la distribution géographique de ces intensifications pourrait être examinée, montrant pour un mouvement donné quels sont les lieux les plus actifs dans la création de nouvelles échelles de mobilisation, et la variation de cette distribution spatiale dans le temps.

Deuxièmement, l'exemple de la MMF au Brésil laisse entendre que les différentes échelles de la mobilisation (d'un même mouvement et de mouvements alliés) peuvent fonctionner comme des structures d'opportunité les unes pour les autres, en ce qui concerne la création de conditions favorables à la mobilisation et à la reconfiguration des rapports entre différents mouvements, ou entre différentes tendances au sein des mouvements. Des mouvements alliés peuvent aussi servir de cibles les uns pour les autres, comme dans le cas où la MMF cherche à faire adopter des analyses et des pratiques féministes par d'autres mouvements altermondialistes. Dans ce processus, la présence de plusieurs échelles de mobilisation similaires dans les différents mouvements

semble, dans certaines circonstances, jouer un rôle facilitant pour la construction de nouvelles échelles de mobilisation.

Troisièmement, le cas de la MMF dans le RN montre que la coprésence dans un même lieu de symboles et de pratiques liés à plusieurs échelles de mobilisation crée des conditions favorables à la respatialisation des rapports de genre. D'une part, les symboles des solidarités étendues dans l'espace brisent l'isolement symbolique des femmes et leur permettent de construire la légitimité de leurs luttes, ce qui favorise une sorte de mobilité identitaire, c'est-à-dire la construction de nouvelles identifications et référents identitaires. D'autre part, simultanément, on note l'adoption de nouvelles pratiques de mobilité géographique et de l'extension des réseaux sociaux et politiques. La mobilité identitaire et la mobilité géographique semblent jouer un rôle important dans la capacité des groupes de femmes à imaginer et à construire des alternatives économiques et politiques aux échelles locales et régionales.

Quatrièmement, d'un point de vue méthodologique, il semble

intéressant de rechercher les différentes formes d'expression, à différentes échelles, des logiques d'action communes à l'ensemble des acteurs et regroupements d'acteurs qui s'identifient à un mouvement, et les effets de ces logiques d'action dans différents contextes.

Enfin, le maintien d'une tension politique, en équilibre entre l'autonomie laissée aux composantes du mouvement ancrées dans différentes spatialités (lieux et échelles) et la nécessité de l'unité symbolique et politique de l'ensemble, semble jouer un rôle central dans la capacité d'un mouvement de s'étendre dans l'espace géographique.

Elsa Beaulieu  
Doctorante au Département  
d'anthropologie  
Université Laval

## Notes

<sup>1</sup> Les actions de 2000 se sont composées d'actions mondiales communes *et* d'une multitude d'actions locales et nationales étalées entre le 8 mars et le 17 octobre 2000 à travers le monde. À cette époque, les mouvements féministes de 114 pays s'étaient dotés de coordinations nationales pour élaborer des revendications nationales adaptées à leurs luttes et à leurs contextes, ainsi que pour coordonner les campagnes d'actions dans leurs pays respectifs. Les actions mondiales se sont composées: 1. d'une manifestation à Washington le 15 octobre 2000; 2. de rencontres à Washington le 16 octobre avec le président de la Banque Mondiale et le directeur général du Fonds monétaire international durant lesquelles des militantes ont présenté les critiques et les revendications; 3. d'un rassemblement à New York le 17 octobre alors qu'une

délégation de 100 femmes d'autant de pays était reçue à l'ONU, pendant que 10 000 femmes manifestaient dans les rues et que les 5 000 000 de signatures provenant d'un peu partout dans le monde étaient déposées en appui aux revendications. Les actions de 2005 ont consisté en un relais mondial de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, rédigée avec la participation directe d'environ 200 groupes de 33 pays et territoires et adoptée lors d'une rencontre internationale en 2004 à Kigali (Rwanda). Lors du relais, cette charte a circulé dans 53 pays sur tous les continents et des actions locales étaient organisées pour souligner son passage. Une courtepointe symbolisant la diversité des luttes et le tissage des solidarités a été construite durant le relais, alors que les militantes de chaque pays hôte d'une étape confectionnaient un carré de tissu symbolisant leurs luttes. Le relais a été lancé à São Paulo, Brésil le 8 mars et s'est clôt à Ouagadougou, Burkina Faso le 17 octobre, alors que des actions à la fois consécutives et simultanées, les «24 heures de solidarité», avaient lieu dans toutes les régions du monde.

- <sup>2</sup> Voir Dufour et Giraud (2007b) pour une discussion plus détaillée des caractéristiques de la MMF en relation avec cette définition de mouvement social.
- <sup>3</sup> Les entrevues datées de 2004 ont été réalisées dans le cadre du projet de recherche «Échange de connaissances et d'expériences», un projet réalisé en partenariat par la MMF et l'Alliance pour la recherche IREF – Relais femmes.
- <sup>4</sup> Le présent texte constitue une étape à l'intérieur d'un projet de recherche doctoral plus large qui est encore en cours de réalisation, plutôt qu'un résultat final ou l'analyse exhaustive de toutes les données recueillies.
- <sup>5</sup> La MMF a produit, entre autres textes et déclarations, 17 revendications mondiales, adoptées à la première rencontre internationale à Montréal en 1998; une déclaration des valeurs et des statuts et règle-

ments internes adoptés à la rencontre internationale de 2003 à New Delhi; une Charte mondiale des femmes pour l'humanité rédigée avec la participation directe de plus de 200 groupes de 33 pays et territoires et adoptée lors d'une rencontre internationale en 2004 à Kigali (Rwanda). Lors de la plus récente rencontre internationale, tenue à Lima (Pérou) en juillet 2006, 51 déléguées de 31 pays ont adopté un texte décrivant le but général, les objectifs, et les valeurs portées par la MMF.

<sup>6</sup> Voir note 1.

<sup>7</sup> Cette description correspond à ce que la MMF entend par les expressions «groupes de base», «organisation de la base» ou encore «travail à la base». Ce sont des équivalents des expressions anglophones *grassroots groups* et *grassroots organizations*, et des expressions lusophones *grupos de base* et *organizações de base*.

<sup>8</sup> Toutes les entrevues citées dans ce texte ont été réalisées par l'auteure. Les entrevues sont identifiées par une lettre (de A à G par ordre d'apparition), par la fonction au titre de laquelle l'informatrice a accordé l'entrevue, et par l'année de réalisation de l'entrevue.

<sup>9</sup> Pour une description du processus d'écriture de la Charte et des actions mondiales de 2005, voir note 1.

<sup>10</sup> Pour une analyse de certaines des divergences de contenu politique que l'on retrouve dans la MMF, en lien avec les différents rapports sociaux contradictoires dans lesquelles s'insèrent les militantes, voir Galerand (2006).

<sup>11</sup> Littéralement, la «Marche des Marguerites», en l'honneur de Margarida Maria Alvez, une syndicaliste assassinée au début des années 1980. Une deuxième *Marcha das Margaridas* a eu lieu en 2003, mobilisant cinquante mille femmes, et une troisième, en août 2007, en a rassemblé trente milles.

<sup>12</sup> Les entrevues réalisées au Brésil en 2006 ont été conduites en portugais. Les citations sont des extraits des

transcriptions, librement traduits par l'auteure.

<sup>13</sup> Via Campesina est une coalition transnationale de mouvements paysans nationaux. Le MST est un mouvement national brésilien de grande ampleur, membre de Via Campesina. Il existe aussi d'autres mouvements nationaux brésiliens membres de Via Campesina qui sont aussi membres de la MMF, tels que le *Movimento de mulheres camponesas – MMC*.

<sup>14</sup> Voir note 1.

<sup>15</sup> Par exemple, le 8 mars 2005, le relais mondial de la Charte et de la courtoise a été officiellement lancé à São Paulo, où la MMF a mobilisé plus de 30 000 femmes de 16 états du Brésil (*Marcha Mundial das Mulheres*, 2005), une des plus grandes manifestations féministes de rue de l'histoire du pays. De retour à l'échelle nationale: en mai 2006, la MMF brésilienne réalisait son premier grand rassemblement national de formation des militantes, réunissant 460 déléguées de 22 états (*Marcha Mundial das Mulheres*, 2006).

<sup>16</sup> Les groupes de femmes rurales dont il est question ici se trouvent dans des villages créés par la réforme agraire (*assentamentos*), où les titulaires des terres forment une association qui gère entre autres les projets d'infrastructures ou les appuis gouvernementaux aux paysans. Il existe, selon les budgets accordés par les gouvernements fédéraux, des organisations non gouvernementales d'assistance technique qui soutiennent les *assentamentos*, en collaboration avec les associations de villageois. Sur le plan régional, le CF8 coopère avec les organisations d'assistance technique pour les inciter à prendre en compte la situation des femmes et les appuyer dans leurs projets. Le succès de cette collaboration repose sur l'adhésion à la MMF de femmes travaillant dans les organisations d'assistance technique. En effet, elles aussi peuvent s'appuyer sur la crédibilité du mouvement pour changer les pratiques sexistes de leurs organisations.

## Références bibliographiques

ALVAREZ, Sonia E. 2000. «Translating the Global: Effects of Transnational Organizing on Local Feminist Discourses and Practices in Latin America», *Meridians: Feminism, Race, Transnationalism*, 1, 1: 29-67.

ALVAREZ, Sonia E. 1998. «Latin American Feminisms "Go Global": Trends of the 1990's and Challenges for the New Millennium», dans Sonia E. ALVAREZ, Evelina DAGNINO, Arturo ESCOBAR (dir.). *Cultures of Politics. Politics of Culture. Re-visioning Latin American Social Movements*. Boulder/Oxford, Westview Press: 293-324.

ALVAREZ Sonia E. 1999. «Advocating Feminism: The Latin American Feminist NGO "Boom"», *International Feminist Journal of Politics*, 1, 2: 181-209.

BANDY, Joe et Jackie SMITH (dir.). 2005. *Coalitions Across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*. Lanham/Boulder/New York/Toronto/Oxford, Rowman & Littlefield Publishers.

CONWAY, Janet. 2007. «Transnational Feminisms and the World Social Forum: Encounters and Transformations in Anti-globalization Spaces», *Journal of International Women's Studies*, 8:49-70.

CONWAY, Janet. 2005. «The Empire, the Movement, and the Politics of Scale: Considering the World Social Forum», communication présentée à "Towards a Political Economy of Scale: Studies in Political Economy Conference", York University, 3-5 février 2005.

DELLA PORTA, Donatella, Massimiliano ANDRETTA, Lorenzo MOSCA et Herbert REITER. 2006. *Globalization From Below. Transnational Activism and Protest Networks*. Minneapolis/Londres, University of Minnesota Press.

DELLA PORTA, Donatella et Sidney TARROW (dir.). 2005. *Transnational Protest and Global Activism. People,*

*Passion and Power*. Lanham/Boulder/New York/Toronto/Oxford, Rowman & Littlefield Publishers.

- DE MOND, Nadia. 2003. «Construindo Espaços Transnacionais a Partir dos Feminismos», *Estudos Feministas*, 11: 637-643.
- DEVIN, Guillaume (dir.). 2004. *Les solidarités transnationales*. Paris/Budapest/Turin, L'Harmattan.
- DUFOUR, Pascale et Isabelle GIRAUD. 2005. «Altermondialisme et féminisme: pourquoi faire? Le cas de la Marche mondiale des femmes», *Chroniques féministes*, 93: 9-15.
- DUFOUR, Pascale et Isabelle GIRAUD. 2007a. «Globalization and Political Change in the Women's Movement: the Politics of Scale and Political Empowerment in the World March of Women», *Social Science Quarterly*, 88, 5.
- DUFOUR, Pascale et Isabelle GIRAUD. 2007b. «When the Transnationalization of Solidarities Continues: the Case of the World March of Women Between 2000 and 2006. A Collective Identity Approach», *Mobilization*, 12, 3: 307-323.
- FERREE, Myra Marx et Aili Mari TRIPP (dir.). 2006. *Global Feminism. Transnational Women's Activism, Organizing, and Human Rights*. New York/Londres, New York University Press.
- GALERAND, Elsa. 2006. «Retour sur la genèse de la Marche mondiale des femmes (1995-2001). Rapports sociaux de sexe et contradictions entre femmes», *Cahiers du Genre*, 40: 163-182.
- HARVEY, David. 1989. *The Condition of Postmodernity. An Enquiry into the Origins of Cultural Change*. Oxford, Basil Blackwell.
- KECK, Margaret E. et Kathryn SIKKINK. 1998. *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca, Cornell University Press.
- KHAGRAM, Sanjeev, James V. RIKER et Kathryn SIKKINK (dir.). 2002. *Restructuring World Politics. Transnational Social Movements, Networks, and Norms*. Minneapolis/Londres, University of Minnesota Press.
- LEFEBVRE, Henri. 2000 [1974]. *La production de l'espace*. Paris, Anthropos.
- MARTSON, Sallie A. 2000. «The Social Construction of Scale», *Progress in Human Geography*, 24, 2: 219-242.
- MASSEY, Doreen. 1994. *Space, Place and Gender*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- MASSEY, Doreen. 2006. *For Space*. Londres/Thousand Oaks/New Delhi, Sage Publications.
- MASSON, Dominique. 2006a. «Women's Movement and Transnationalization: Developing a Scalar Approach», *International Workshop Transnationalization of Solidarities and Women Movements*, Actes de colloque. Montréal, Université de Montréal: 137-158.
- MASSON, Dominique. 2006b. «Constructing Scale/Contesting Scale: Women's Movement and Rescaling Politics in Québec», *Social Politics: International Studies in Gender, State and Society*, 13: 462-486.
- MARCHE MONDIALE DES FEMMES. 2003. *Marche mondiale des femmes – Rapport de la 4<sup>e</sup> Rencontre internationale à New Delhi*, 18-22 mars 2003.
- MARCHE MONDIALE DES FEMMES. 2007. *Bulletin de liaison*, 10, 2.
- MARCHA MUNDIAL DAS MULHERES. 2005. *Boletim*, 33.
- MARCHA MUNDIAL DAS MULHERES. 2005. *Boletim*, 38.
- MILLER, Byron A. 2000. *Geography and Social Movements. Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*. Minneapolis/Londres, University of Minnesota Press.
- MOGHADAM, Valentine M. 2005. *Globalizing Women. Transnational Feminist Networks*. Baltimore/Londres, The John Hopkins University Press.
- ROUTLEDGE, Paul. 2003. «Convergence space: process geographies of grassroots globalization networks», *Transactions / Institute of British Geographers*, 28: 333-349.
- SMITH, Jackie, Charles CHATFIELD et Ron PAGNUCCO (dir.). 1997. *Transnational Social Movements and Global Politics: Solidarity Beyond the State*. Syracuse, New York University Press.
- SMITH, Jackie et Hank JOHNSTON (dir.). 2002. *Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of Social Movements*. Lanham/Boulder/New York/Toronto/Oxford, Rowman & Littlefield Publishers inc.
- TARROW, Sidney. 2005. *The New Transnational Activism*. New York, Cambridge University Press.
- TARROW, Sidney et Doug McADAM. 2005. «Scale Shift in Transnational Contention» dans Donatella DELLA PORTA et Sidney TARROW (dir.). *Transnational Protest and Global Activism. People, Passion and Power*. Lanham/Boulder/New York/Toronto/Oxford, Rowman & Littlefield Publishers: 121-150.